



La liberté

La liberté a beau être le premier mot de notre devise républicaine, elle n'en est pas moins, en France, un mot en perdition. Et comme les mots et les faits ont un rapport étroit, c'est la liberté elle-même qui est un droit exclu dans notre pays.

Faites un test simple : écoutez les débats pendant une journée sur les chaînes d'information et comptez le nombre de fois où le **mot et l'idée de liberté** sont prononcés. Zéro ! Le résultat est édifiant...

Les politiciens français n'utilisent pas plus le mot que le concept. Il n'est pas de meilleure preuve qu'ils ont renoncé à faire valoir ce droit fondamental de notre démocratie. En fait, un homme politique français est une sorte d'infirme qui boite bas, un homme à la jambe coupée. Le membre coupé lui manque parfois, il en grimace, mais que faire quand l'amputation fut volontaire, une autolyse en quelque sorte ?

Dans un sketch, Raymond Devos parle d'une ville où tout le monde court. En France, tout le monde boite. Dans la ville de Devos, les gens courent parce qu'ils sont fous. Dans la France d'aujourd'hui, on boite non parce qu'on est fou, mais parce qu'on est raisonnable. A quoi servirait en effet de conserver des jambes indemnes si c'est pour marcher en faisant semblant de boiter pour ne pas déplaire aux idées dominantes ? Alors on se laisse amputer car cela facilite la vie.

On est comme tout le monde, ce qui est une des caractéristiques d'homo sapiens. Il en a d'autres, mais celle-ci, qu'il partage avec les moutons et d'autres espèces, est dominante dans nos sociétés.

Pourtant des Français avaient conservé leurs membres intacts. Ils firent la Révolution. Et inscrivent *la liberté* au premier rang des « droits naturels et imprescriptibles de l'Homme ».

Et figurez-vous, cette phrase magique figure toujours au premier rang de notre Constitution. Mais oui, en 2024 ! Comme au 4 octobre 1958, date à laquelle cette dernière fut adoptée. Alors que s'est-il passé pour qu'elle ait disparu de notre vie ?

Il s'est passé que des colonies de rongeurs n'ont cessé de grignoter notre bien le plus précieux, dont aujourd'hui il ne reste que des ossements disséminés. Ces rongeurs ont ceci de particulier qu'ils ont un frénétique appétit de pouvoir. Que freine sans cesse la liberté des citoyens. Alors, comme on n'a pas le courage de proclamer urbi et orbi que « la liberté est supprimée », on en ronge méthodiquement tous les attributs, de sorte qu'au bout de ce festin prolongé, on est devenu maître du monde, c'est-à-dire du monde qu'on voit à faible distance. Et cela leur suffit aux rongeurs. Après tout ils ont un champ de vision réduit à la taille de leur cerveau, qui ne suffit pas à remplir les 1400 centimètres cubes de la boîte crânienne humaine. Une vraie folie, cette boîte crânienne. Elle a plus que triplé de volume en moins de trois millions d'années, et on ne sait pas comment la remplir. Pas grave, on a créé l'Ecole d'administration - l'ENA - qui, préfigurant l'Intelligence artificielle, a rempli de formules toutes faites la tête de nos pires crétins. A charge pour eux de rendre malheureux leurs congénères. Mission remplie, mon Général, peuvent-ils dire aujourd'hui.

Qui ne comprend, dès lors qu'il n'est en France d'autre politique digne de ce nom, que le rétablissement de la *liberté* et des trois autres droits naturels et imprescriptibles qui figurent avec elle dans la Déclaration des droits : *la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression*.

Imaginez que des citoyens se présentent devant la justice en contestant par exemple une imposition excessive en son principe en arguant de leur droit constitutionnel à la résistance à l'oppression. Que croyez-vous que fera le juge ? Se fondant sur des jurisprudences de rongeurs, il enverra balader le requérant avec pour viatique une énorme amende. Mais imaginez que ce ne soit pas un pauvre requérant isolé qui se présente devant le juge mais un groupe de citoyens déterminés et convaincus de la justesse de leur cause. Le juge posera une question à la juridiction supérieure qui posera elle-même, sans le dire, une question à l'instance politique. Qui, plus qu'inquiète d'une contestation à forme de révolution, nommera une commission de réforme de la fiscalité qui rapidement abandonnera ses travaux pour se rallier aux options des contestataires.

C'est ainsi que les choses changent dans un pays non démocratique comme la France.

Assez rêvé ! vont s'exclamer les boiteux.

Mais non, braves et pauvres gens, on ne rêve pas.

On se conduit en homme et en femme. Rien ne nous empêche d'agir, sinon la peur d'agir. On peut la chasser. Il suffit d'un peu de dignité. Il n'est pas digne d'insulter ceux qui ne partagent pas votre vision du monde. Il suffit de les combattre avec les meilleurs arguments, ceux dont nous ont dotés la raison humaine et les lumières.

Aucun combat digne de ce nom n'a été gagné par la haine. Laissons ce vil sentiment à ceux qui l'ont pour seul viatique.

Leur place est réservée dans les poubelles de l'histoire.

Ils s'y sentiront bien, n'ayant jamais vécu ailleurs.